

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

16^e ANNEE - N° 290
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
19 mai au 1^{er} juin 1979

L'unité de l'Europe : mensonge et diversion

Dans la conception marxiste de la succession des modes de production et des superstructures politiques et juridiques qui leur correspondent, l'histoire est « l'histoire de la lutte des classes ». Ces luttes ont pour enjeu la défense, ou la conquête, du pouvoir, et leur solution se trouve nécessairement sur le terrain des rapports de force. Ce qui signifie, si l'on ne veut pas tricher avec les concepts, sur le terrain de la violence organisée.

Que la question se pose, objectivement, dans ces termes, la bourgeoisie n'est pas la dernière à le savoir. Mais elle a intérêt à faire croire qu'une fois achevée, grâce à sa révolution et donc à sa violence de classe,

l'ère des ténèbres dans le monde de la pensée, de la sauvagerie dans le domaine de la morale et de la culture, de l'esclavage dans le domaine des rapports sociaux et politiques, une ère d'extension pacifique et graduelle des « droits de l'homme et du citoyen » s'est ouverte et que cette ère ne sera plus marquée par des affrontements physiques entre les classes mais par des confrontations immatérielles entre les idées engendrées par le cerveau (la conscience ! l'esprit ! la raison !) des individus, et ceci derrière le bouclier d'un pouvoir d'Etat neutre, étranger et supérieur aux classes, également bienveillant à l'égard de tous ses fils et même disposé à les nourrir tous.

Transposée sur le plan des rapports entre les Etats, cette conception voudrait faire croire que ce qui règle ces rapports ce ne sont ni la force ni la violence servant les intérêts d'un mode de production bien précis et d'une société de classe bien précise, mais les opinions, la volonté et, comme on dit pour bien marquer le caractère indéterminé des soi-disant « forces agissantes dans l'histoire », les choix indirects ou directs des citoyens-individus des différents Etats. Indirects dans la pratique quotidienne, basée sur le présumé mensonger selon lequel les dirigeants gouvernementaux se borneraient à exécuter des ordres explicites et implicites des dirigés ; directs dans le mythe du « pouvoir souverain » des parlements, diètes, assemblées supranationales. Que ce soit en bien ou en mal, dans le sens de la paix ou dans celui de la guerre, dans le sens de la concorde ou dans celui de la discorde, c'est à cette loi qu'obéirait le cours accidenté des rapports entre Etats et, s'agissant d'une loi non pas subie mais, comme on l'affirme, dictée par le protagoniste idéal de l'histoire — « l'homme et le ci-

toyen » —, il ne resterait plus aux incarnations matérielles de ce dernier, à nous autres hommes divisés en classes antagoniques, qu'à nous incliner tous ensemble devant ses mystérieuses prescriptions.

Il n'y a donc rien d'étonnant si, au siècle dernier, les idéologies des révolutions démocratiques bourgeoises dans le vieux continent ont agité, en même temps que le drapeau du « principe des nationalités », aussi celui de l'« unité de l'Europe », comme il n'y a rien d'étonnant si, idéalisant les guerres de libération nationale, ils ont cru pouvoir les ennoblir grâce au mirage d'une paix entre les nations qui suivrait l'issue victorieuse de ces guerres. Ironie de l'histoire que seul le marxisme est en mesure de déchiffrer. Cette paix, qui semblait une réalité possible et même proche à l'époque où les paroles de liberté, égalité, fraternité appliquées non seulement aux hommes et aux citoyens, mais aux nations elles-mêmes, conservaient une apparence de réalité en ce sens qu'elles étaient dirigées contre l'ancien régime, s'est révélée comme un mythe à l'état pur. Et l'on voudrait que

DANS CE NUMERO :

- Congrès CFDT de Brest : Avec le « recentrage » le piège à « gauchistes » se referme.
- La « théorie des trois mondes », apologie de l'impérialisme (2).
- Pour faire le point sur la grève des foyers de travailleurs immigrés (4).

ce même mythe se transforme de façon pacifique en réalité alors que, en deux siècles, les « éternels principes » des révolutions bourgeoises sont apparus même aux aveugles comme le paravent pompeux de la réalité bourgeoise, faite d'exploitation bestiale et de concurrence acharnée, et alors que le règne de l'opinion et de son pouvoir « souverain » a montré

(suite page 2)

Derrière la fable du désarmement

Les deux supergrands sont donc arrivés à la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques. Et tous les valets de service encensent ces nouveaux pèlerins de la « paix », en oubliant de dire que la mise au rancard de quelques pourcents de leur gigantesque puissance de feu n'empêche pas leur domination et leur paix de reposer sur l'équilibre de leurs forces de terreur et sur la peur que leur militarisme démoniaque inspire encore aux Etats plus faibles.

La signification de tels « accords de limitation » réside donc dans le besoin de justification pacifiste derrière laquelle se cache l'agressivité toujours plus grande des deux super-puissances rivales. Cette propagande doit s'intensifier au moment où de sinistres craquements se font entendre dans les vieux rapports fondés sur la prétendue « détente », comme en témoignent aujourd'hui les conflits qui ravagent l'Asie du Sud-Est. Le temps du jeu à deux est bien terminé, comme le rappelle encore Brzezinski dans son interview au Monde du 2-5-79, en affirmant : « nous préférons une Europe forte, voire contestataire, à une Europe passive et soumise ». Il s'agit évidemment d'une Europe qui, moyennant quelques concessions, puisse jouer pleinement son rôle dans une alliance à trois (ou quatre) contre l'impérialisme russe.

Les deux supergrands peuvent bien se débarrasser de quelques armes inutiles et dépassées puisqu'ils mettent en chantier en même temps la construction d'armes stratégiques et surtout tactiques plus modernes encore. Comme nous l'écrivions fin 77, « l'armement qui correspondait à l'équilibre de la terreur n'est plus celui qui permet d'assurer la victoire dans un conflit impérialiste » (Le Prolétaire n° 256).

La leçon que savent tous les bourgeois, les prolétaires doivent la tirer pour eux : il n'y a pas, sur le terrain du capitalisme, d'autre moyen de désarmer l'adversaire que de l'écraser par les armes.

Les tournants du PCF (3)

Rupture de l'« union de la gauche » et XXIII^e Congrès

Les partis sont déterminés aussi par leur propre histoire. Le stalinisme est coutumier de brusques tournants politiques sous prétexte de « situations nouvelles ». Ce qui caractérise les partis falts dans le moule du stalinisme, c'est d'effectuer des tournants où les principes devraient changer avec les situations et de découvrir des « situations nouvelles » qui justifient et permettent le changement des positions : surtout les prétendus tournants « à

gauche » cachent en réalité un abandon toujours plus manifeste des lambeaux du manteau du communisme dans lequel il continue — de moins en moins, fort heureusement — à se draper. La rupture de l'union de la gauche de l'été 1977 ne fait pas exception à la règle, bien que cette fois, le grotesque des pantomimes théoriques dépasse encore celui des tournants précédents (1).

Quoi ! « aller au gouvernement pour gérer la crise » ? Foi de révolutionnaire, jamais ! Il n'empêche que le PCF défend la participation de Berlinguer au gouvernement — mais l'Italie n'est pas la France, que diable ! « Cautionner un glissement atlantiste du PS » ? Là non plus, jamais ! Il n'empêche que Berlinguer vient de réaffirmer sa foi en l'OTAN, mais, encore une fois, restons français... Si le PCF a signé le Programme Commun en 1972, c'est assurément parce que pour lui, l'« union est un principe », qu'il exclut toute autre voie que la « voie parlementaire, pacifique et démocratique au socialisme », mais cela reposait uniquement sur l'espoir — reconnu aujourd'hui pour naïf — de contrer la « vieille habitude de collaboration de classes du PS »... L'union est toujours un principe, mais elle doit aujourd'hui se réaliser à la base, vieux mot d'ordre à l'odeur de soufre de la fameuse tactique « classe contre classe » où le PCF se targuait de « plumer la volaille socialiste », au parlement s'entend...

Toute la frange qui, de la « droite » d'Elleinstein, à la « gauche » althussérienne en passant par le « centre » de Y. Quilès et consorts, s'était senti pousser des ailes social-démocrates avec le XXII^e congrès et pensait pouvoir laisser tomber dans la foulée les vieux oripeaux du stalinisme, piaille sa déception. Mais, s'il est encore possible d'abandonner quelque chose qui rappelle de près ou de loin le marxisme, qu'elle soit rassurée, le XXIII^e congrès va dans son sens.

« Le progrès incessant de la démocratie sera la condition du développement du socialisme », affirmait le XXII^e congrès, « c'est la démocratie continue de la vie économique sociale, sociale et politique », « la démocratie jusqu'au bout » (2). Désormais la démocratie devient en même temps « moyen et but du changement » (3). Naturellement il s'agit là d'une formule de transition préparant le XXIV^e congrès dont nous pouvons prévoir qu'il sera plus net en disant : « le socialisme est la condition de la démocratie ».

Mais, raisonnera le lecteur qui a de la mémoire : si le moyen et le but s'identifient, cela ne signifie-t-il pas que « le but n'est rien, le mouvement est tout » ? Voilà les fameuses propositions de lutte avancées par le XXIII^e congrès : « ce que nous proposons rejette aussi bien le grand soir insurrection-

nel que le grand soir électoral » (4) (sic). Même la victoire électorale avec laquelle on a fait lanterner la classe pendant des années est renvoyée aux calendes. Désormais « c'est en apportant tout de suite des changements réels mais limités qu'on peut, le mieux et le plus vite, reconstruire l'avenir » (5).

Et la perspective, demandera-t-on ? Mais c'est cela la perspective ! Elle est résumée par une de ces formules limpides dont seules les nullités démocratico-universitaires ont le secret : « Dans la perspective autogestionnaire qui est la nôtre et que le projet de document développe, les travailleurs doivent autogérer eux-mêmes leurs avancées dans la voie démocratique — et c'est ainsi que la démocratie avancera. Et cela dès aujourd'hui, sans atten-

(suite page 2)

(1) Les deux premières parties de cet article sont parues dans les n° 274 et 289 du Prolétaire.

(2) Economie et politique n° 24, avril 1979, p. 26.

(3) Discours de Marchais au Comité Central des 27 et 28 sept., L'Humanité du 29-9-78.

(4) France Nouvelle n° 1739 du 12-3-79, p. 6.

(5) Economie et politique, n° 24, p. 26.

Réunions publiques

● LILLE

le vendredi 25 mai, à 20 h,
Maison de l'Education Permanente,
1, place G.-Lyon.

Indochine : la guerre entre faux socialismes

● ROUEN

le vendredi 15 juin, à 20 h 30,
Salle Mac Orlan, St-Sever.

Non au contrôle de l'immigration !

● GENEVE

le samedi 9 juin, à 9 h 30
Centre de loisirs des Asters,
35, rue Schaub.

LES LEÇONS DE LA LUTTE DES FOYERS SONACOTRA

L'unité de l'Europe : mensonge et diversion

(suite de la page 1)

dans les faits sinon en paroles, non seulement qu'il est, comme ses prédécesseurs, le règne de la force et de la violence souveraines, mais qu'il l'est à la puissance n. On voudrait que ce mythe devienne de façon pacifique réalité — et, conformément à l'idéologie bourgeoise, cela ne peut se faire que par un vote! — alors qu'en deux siècles d'histoire on a eu, non pas une, mais mille fois, la confirmation du fait qu'en régime bourgeois la « paix » et l'« unité de l'Europe » ne pourront être que le produit de la force poussée à son maximum : la guerre, et ce, quel que soit l'Etat qui la « déclenche » et quel que soit celui qui gagne ou qui perde.

*

En février 1950, tandis que montaient dans le ciel les premiers vagissements timides du mouvement fédéraliste européen, nous écrivions que « le mirage agité de façon répétée — au-delà de l'horizon — toujours trouble de l'Europe tourmentée — par les idéologues auxquels cette terre noble et ancienne a donné si souvent naissance, à côté des aventuriers, des marchands, des capitaines d'industrie et de guerre, c'est-à-dire la fédération pacifique de tant d'Etats historiques, différents par l'histoire et divers dans leurs structures, constamment en conflit depuis des siècles, sous le régime féodal comme sous le régime bourgeois, dans le climat du despotisme comme dans celui de la démocratie élective », d'une part constituait « le masque d'une organisation de guerre à commandement extra-européen qui répond à un seul but : le renforcement de la dictature du capital américain sur les différentes nations européennes », et d'autre part, dans la mesure où il trouvait une application pratique de la part des patrons du monde, garantissait « de la meilleure façon, par le recrutement d'armées à la solde du capital, de polices de classe, qu'il n'y aurait plus de Commune rouge à Paris, à Milan, à Bruxelles ou à Munich — de la même façon qu'un système similaire garantit qu'il n'y en aura pas à Varsovie, à Budapest ou à Vienne » (*).

La deuxième guerre impérialiste s'était achevée depuis peu par la victoire totale de la coalition démocratique et, en premier lieu, des Etats-Unis et, dans la mesure où l'Europe apparaissait et agissait unie, cela était dû tant à un acte de force accompli cinq ans plus tôt qu'à un acte

supplémentaire de force en cours d'accomplissement à ce moment-là (l'occupation militaire du continent), et en fonction d'actes de force ultérieurs. L'Europe vivait bien en paix, mais uniquement parce que le rouleau compresseur des armées allemandes d'abord, des armées russes et américaines ensuite, lui était passé sur le corps, et parce que aux deux pôles de l'ex « grande coalition » on travaillait à en faire l'instrument — docile comme tout ce qui est pacifique — d'un nouveau conflit.

Le processus nécessairement contradictoire du capitalisme fit que, dans la mesure où elle promouvait, non certes pour des raisons humanitaires, la reconstruction de l'Europe occidentale, l'Amérique jeta, du fait soit de la renaissance soit de la convalescence des vieux Etats nationaux, les bases du déclin progressif de l'« unité européenne » en ce sens que, s'étant mis à marcher sur ses propres jambes, chaque Etat de la noble communauté se mit à faire des crocs en jambe au voisin (telle est en effet le sens profond de l'Europe des patries) et que, tous ensemble, ces Etats souhaitèrent obtenir, et en partie obtinrent, vis-à-vis du bienfaiteur d'Outre-Atlantique, une marge relative d'indépendance économique, symétrique de la marge croissante de compétitivité économique atteinte par l'ensemble de la CEE et par chacun de ses membres. Ballottée entre la nécessité permanente de s'appuyer — ou'elle le veuille ou non — sur Washington, et l'aspiration en partie velléitaire de ne « compter que sur elle-même » en se libérant de la soumission — une soumission inévitable pour des raisons matérielles — aux deux superpuissances, divisée par des antagonismes économiques et financiers destinés non pas à s'atténuer mais à s'accroître avec le temps et par des inégalités croissantes dans tous les domaines, l'Europe que l'on prétend unir ou au moins fédérer réussit aujourd'hui à ne trouver un minimum de cohésion — bien qu'il s'agisse d'une cohésion précaire — que si et dans la mesure où pèsent sur elle la menace, le chantage ou la poigne de fer du Pentagone ou de Wall Street, ou que si et dans la mesure où Bonn, de préférence seul, ou en collaboration avec Paris (comme dans les rêves de de Gaulle) lui impose de danser au son de sa flûte. Et donc ce minimum de cohésion résulte lui aussi de la pression des rapports de force et non pas d'un décret de peuples souverains ou d'un vote de citoyens libres, égaux, fraternels et, comme il se doit, responsables. Quant au maximum de cohé-

sion, l'Europe pourrait le trouver demain seulement dans deux hypothèses : premièrement, si l'Allemagne, unifiée de préférence, décidait, comme elle l'a déjà fait, d'en faire une bouchée — grâce à sa supériorité économique et militaire ; deuxièmement, si au cours ou en prévision d'une troisième guerre mondiale, Sa Majesté l'Amérique décidait de l'occuper à nouveau. Dans les deux cas cela se ferait par des actes non seulement de force, mais de violence. Et actuellement, c'est sur le terrain de la *défense policière organisée* non pas tant contre le terrorisme en tant que phénomène actuel que contre le spectre de futures révoltes prolétariennes que l'unanimité de décision est sûre de pouvoir être atteinte dans une Europe si réticente à se montrer unanime dans tous les autres domaines. Ce qui confirme encore une fois le rôle déterminant de la *force, réelle ou potentielle, statique ou cinétique*, et la vanité de l'opinion dans tout effort d'unification ou de fédération d'Etats souverains.

Et pourrait-il en aller autrement ? Nous disons non, en rappelant à ceux qui montrent aux Européens réticents l'exemple de « zèle fédéraliste » des Etats-Unis d'une part et de l'URSS d'autre part que, dans le cas de cette dernière, le lien fédéral qui est à la base de sa structure gigantesque est l'héritage d'une révolution, manifestation suprême de la violence en tant qu'accoucheuse de l'histoire et que, dans le cas des Etats-Unis, la constellation des Etats qui orne la bannière étoilée n'a pu se construire, dans un premier temps, que parce que la guerre d'indépendance avait déjà « fédéré » dans un bloc solide les colonies anglaises de la côte atlantique ; ensuite, que parce que le Near et le Far West furent tous deux conquis à force de massacres de peaux-rouges et de peaux blanches ; plus tard, que parce que le Nord imposa sa loi au Sud dans une sanglante guerre civile ; enfin, que parce que l'Espagne fut définitivement chassée à coups de canon de ses possessions américaines, continentales et insulaires. Ce qui montre que cette union américaine s'est faite à travers une chaîne ininterrompue de *violences organisées*, de guerres et de révolutions (ou de contre-révolutions) indissolublement liées.

*

Mais s'il en est ainsi (et nous défions qui que ce soit de nous prouver le contraire) ; si les premiers à ne pas croire à l'unité européenne obtenue de façon pacifique, par consensus, en dépit des

rêveries velléitaires d'une naissance d'origine divine, ce sont les bourgeois et les légions de larbins à leur solde ; si, en tout cas, la voie qui passe par les urnes et qui finit au parlement est la dernière par laquelle le mythe peut se traduire en réalité, que faut-il en conclure, sinon que les fameuses et tant — hypocritement — attendues « élections européennes » n'ont qu'un seul but réel : ajouter une nouvelle diversion au menu quotidien d'illusions, de fantasmagories et de somnifères que les partis bourgeois, opportunistes et même d'« extrême gauche » agitent devant les yeux des prolétaires, une diversion dans laquelle le rêve de la paix se mêle au rêve non moins illusoire de l'indépendance politique, où la chimère de la neutralité se mêle au rêve non moins défaitiste du désarmement, où l'illusion d'un bien-être non plus menacé par la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger (« les multinationales »!) se mêle à l'illusion encore plus désorientante de la liberté de mouvement des hommes, des marchandises et des idées non plus limitée par le monopole du pouvoir à Washington ou à Moscou. Unir l'opium de l'union européenne, sous le signe de la démocratie la plus « large » et avec la bénédiction de tous les marchands d'illusions, à l'opium du patriotisme ; créer, à coups de rhétorique européenne, un consensus capable d'entraîner dans une nouvelle version, plus large que l'ancienne, de la résistance démocratique les forces de la petite bourgeoisie qui croit constamment jouer un rôle dans l'histoire au nez et à barbe des grands, et les forces d'un prolétariat patiemment éduqué à l'école des illusions parlementaires, réformistes, interclassistes : tel est le sens des « élections européennes » du 10 juin, au moment où s'effondre avec fracas, tel un château de cartes, le mythe du bien-être progressif du prolétariat.

Pour les prolétaires, ne pas prendre part aux élections est insuffisant. Il faut en même temps retrouver et reprendre la voie antiréformiste, anti-démocratique, anti-parlementaire, démystificatrice, de la révolution prolétarienne, la seule qui n'ait pas besoin, pour se justifier, de la « sanction électorale », la seule qui ne connaisse ni frontières ni patries, la seule qui doit, qui peut et qui veut être mondiale.

(*) « United States of Europa » paru dans Prometeo n° 14 et republié dans Per l'organica sistemazione dei principi comunisti.

Rupture de l'« union de la gauche » et XXIII^e Congrès

(suite de la page 1)

dre » (6). N'est-ce pas au fond, « politique industrielle » mise à part, la même perspective d'enterrement des luttes dans le train-train quotidien que propose la CFDT recentrée ?

Si c'est pour cela que l'Union de la gauche a été rompue, pensera le lecteur qui ne se laisse pas troubler par les cris, cela ne valait pas la peine de faire tant de foin ! Sans doute la raison est-elle ailleurs ?

Le Programme Commun était le produit d'une certaine combinaison de facteurs politiques : il s'agissait de la préparation de la gauche à canaliser un éventuel mouvement de lutte sociale dont la possibilité revenait après 1963-65 et surtout après 1968, mais dans une atmosphère internationale de « détente » où le conflit est-ouest tendait à passer au second plan et où la crise n'ayant pas encore éclaté, les problèmes de stratégie économique internationale laissaient encore la possibilité de formules intermédiaires et de compromis.

Or qu'a apporté la crise de 74-75 du point de vue de l'orientation économique, politique et stratégique de l'impérialisme français ? Le tournant de la politique américaine répondant à celui de la crise et le passage du principe kissingérien de la détente à celui brzezinskiien d'une alliance trilatérale (et même quadrilatérale) dirigée contre la Russie, a réintroduit dans la politique les « vieux démons » de la division sur la politique impérialiste, qui se sont mis comme à l'accoutumée à agiter la majorité et l'opposition, principalement le parti gaulliste et le parti socialiste. Mais même le parti communiste n'a pas été

épargné, son aile dissidente prenant appui sur le grand nettoyage du stalinisme pour brader en même temps le « socialisme » russe et suivre le chemin de Carrillo, et se sentant peu disposée à passer de la discussion fraternelle à la « guerre idéologique » pour défendre un socialisme dont le « bilan est globalement positif », en vient à accuser le PC de « repli nationaliste ». Il est clair que sur ce point l'aile rocardienne du PS et la direction de la CFDT ont une conception du redéploiement économique et politique beaucoup plus convergente avec l'UDF qu'avec le CERE ou le PC, tandis que ces derniers ont plus d'un atome crochu avec le gaullisme, quand il s'agit en particulier de la politique anti-allemande et de l'exaltation de la soi-disant indépendance économique et militaire de la France.

Dans ces conditions la bourgeoisie avait besoin d'une raison vraiment déterminante pour appeler au gouvernement un parti comme le PC, qui pose les problèmes de politique internationale de façon opposée à la direction qu'elle suit aujourd'hui, alors que les PC espagnol et italien qui sont, eux, parfaitement alignés, ne collaborent pas dans la formule de participation directe préconisée par le Programme Commun.

La raison de l'attitude des « partis-frères » a été révélée par l'expérience de ces dernières années et surtout par la crise de 74-75 : les grands partis opportunistes n'ont pas la capacité d'encadrement de la classe qu'ils avaient autrefois en 1936 ou 45 ; ils sont devenus des partis de notables participant aux administrations locales, et de bureaucrates syndicaux faisant du lard dans les comités d'entreprise, les diverses instances locales et nationales de la Sécurité sociale, du Conseil économique et autres organismes de collaboration de classe, tandis que la perspective qu'ils donnent à la classe ouvrière est de plus en plus fade et peu propice à canaliser l'ardeur des franges les plus combattives qui tendent à leur échapper. Cela pousse à une double tendance : d'une part à une collaboration quotidienne toujours plus poussée avec la bourgeoisie et en particulier pour le renforcement de la

machine de l'Etat — voyez la question de la police ! — et en même temps une plus grande souplesse tactique dans le jeu des alliances gouvernementales, des formules d'appui de l'extérieur, d'opposition dans la collaboration, de participation sans participation, bref la multiplication du nombre des combinaisons de collaboration plus étroite et d'opposition apparente qui puissent paralyser les masses ouvrières.

Il faut dire que de ce point de vue, le Programme Commun a été un succès en retardant la lutte sociale par la perspective d'une victoire électorale en 78 et que sa rupture, en désorientant la masse des prolétaires, a encore eu un effet calmant, cette succession de médecines ayant eu pour effet réel de faire passer les plans Barre successifs.

L'éloignement d'une participation gouvernementale a contraint le PCF à donner le change par une accentuation de son gradualisme immédiatiste et la participation aux luttes immédiates. Mais c'est avec un « sectarisme » d'autant plus dénotant pour les prolétaires qu'il n'est pas opposé à celles des autres forces opportunistes, mais à la même politique de subordination des intérêts prolétaires à la défense de l'économie nationale et de la paix sociale.

Ce prétendu « sectarisme » et cette prétendue « rigidité » de mauvais aloi dirigés contre le PS et la CFDT, par lesquels le PCF tente de se donner une façade de « gauche » sont le seul moyen qui lui reste pour donner l'illusion d'une opposition à contenu social prolétarien. Mais, à l'heure du capitalisme ultra-sénile et du retour des grandes crises internationales, politiques, militaires et sociales, le principe du PCF ne peut plus être que le renforcement de l'Etat capitaliste contre les « ennemis extérieurs » sous le drapeau de la nation, le renforcement de l'Etat capitaliste contre l'« ennemi intérieur » sous prétexte de démocratie. C'est le seul vrai principe qui reste, derrière le geste oppositionnel théâtral.

(6) France Nouvelle n° 1739 du 12-3-79, p. 7.

Congrès CFDT de Brest

Avec le « recentrage » le piège à « gauchistes » se referme

Il faut davantage que quelques lignes pour apprécier la politique de la CFDT. Remarquons simplement l'accent mis par Maire et ses complices au dernier congrès de la CFDT sur la prétendue « indépendance du syndicat », la défense d'une ligne « syndicale » et non politique, le refus de toute « élaboration née en dehors du syndicat ». La fonction de ce genre de positions saute aux yeux.

Pendant des années, le courant de type « nouvelle gauche », prenant appui sur la restructuration du capitalisme français et la relative sclérose du stalinisme et de la CGT, a réussi, en faisant changer de peau à la CFDT, à se lier aux premiers remous politiques et sociaux et à prendre appui sur la grande vague de 1968 pour se développer et lier à lui par des fils variés les mille et une tendances de l'« extrême gauche ». De façon symptomatique, la fameuse « crise de l'extrême gauche » que tout le monde constate, a correspondu à une attaque en règle menée non seulement par le PCF et la CGT mais également par la bureaucratie CFDT qui s'est lancée dans le ménage en grand contre le « gauchisme », le « basisme », et surtout contre la théorie de la « courroie de transmission » et contre les « coucous », au moment même où l'« extrême gauche » de type LCR-OCT se liait, elle, de plus en plus à la perspective de l'Union de la gauche.

(suite page 4)

Lisez et soutenez
la presse du Parti !
Abonnez-vous !

La « théorie des trois mondes », apologie de l'impérialisme (2)

La première partie de cet article a paru dans le numéro 289 du Proletaire.

*

« Suivre de près les contradictions existant entre les pays capitalistes, discerner l'ennemi principal du mouvement ouvrier international et lutter résolument contre les bastions principaux réactionnaires du monde actuel » (p. 10) : telle est la loi qui préside à l'alliance du « second » et du « tiers monde » d'après les dirigeants chinois.

Le Renmin Ribao ne craint pas d'avoir recours à Marx et à Lénine pour l'illustrer : « Jusque dans les dernières années de leur vie, Marx et Engels persistaient à considérer la fermeté dans la résistance à la politique d'agression de l'Empire des tsars comme le critère permettant de délimiter les forces politiques en Europe et de décider si tel ou tel mouvement national européen devait bénéficier du soutien du prolétariat international » (p. 9). « Lénine nous enseigne : « On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la plus modérée « fissure » entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr » (p. 76).

Les deux références sont indubitables. Un « petit » détail empêche toutefois de les rendre probantes en faveur du « front uni le plus large » prôné par les Chinois. D'abord, Marx et Engels parlaient de soutien à des mouvements nationaux révolutionnaires. Transposer ce soutien à des puissances impérialistes, archi-réactionnaires (pire encore, au bloc de ces puissances unies), c'est tout simplement effectuer le tour de passe-passe cent fois dénoncé par Lénine chez les social-chauvins et les défenseurs de 1914, c'est-à-dire « substituer à l'époque impérialiste l'époque des mouvements bourgeois progressifs, de libération nationale et de libération démocratique » (1).

Lénine a répondu une fois pour toutes au Renmin Ribao en répondant à ce Potressov qui, en 1915, formulait déjà la théorie de l'« ennemi principal » en déclarant qu'il fallait suivre l'exemple de Marx et Engels qui — disait-il — « tentaient de déterminer quel était le camp dont le succès laisserait le plus libre cours aux possibilités qui leur paraissaient souhaitables » : « Potressov n'a

pas remarqué que la question posée par Marx en 1859 (ainsi qu'en plusieurs autres circonstances ultérieures) : « Quel est le camp dont le succès est préférable ? » équivaut à la question : « Quelle est la bourgeoisie dont le succès est à préférer ? ». Potressov n'a pas remarqué que Marx répondait à cette question dans un moment où non seulement il existait des mouvements bourgeois progressistes, mais où ces mouvements se trouvaient au premier plan du développement historique dans les principaux Etats d'Europe. Il serait absolument ridicule de vouloir parler aujourd'hui d'une bourgeoisie progressiste, d'un mouvement bourgeois progressiste à propos, par exemple, de ces figures incontestablement centrales et importantes du « concert » européen que sont l'Angleterre et l'Allemagne. L'ancienne « démocratie » bourgeoise de ces Etats qui occupent une place centrale des plus importantes est devenue réactionnaire [...]. La démocratie moderne [c'est-à-dire, ici le prolétariat, NDLR] ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que « l'une et l'autre sont les pires », si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, nationale-libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique [...]. Actuellement, dans la troisième époque impérialiste, NDLR, il ne reste plus de citadelles féodales d'importance européenne. La démocratie moderne a évidemment pour tâche d'« utiliser » les conflits internationaux, mais cette utilisation doit précisément, contrairement à ce que préconisent A. Potressov et Kautsky, être internationale, et dirigée non pas contre tel ou tel capital financier national, mais contre le capital financier international. En outre, ce n'est pas la classe ascendante d'il y a 50 ou 100 ans qui doit s'acquitter de cette tâche. Il s'agissait alors (selon l'expression de A. Potressov) de l'« action internationale » de la démocratie bourgeoise la plus avancée ; aujourd'hui, l'histoire et la situation objective posent une tâche du même ordre à une toute autre classe » (2).

Cette citation suffit à faire comprendre que l'« allié » dont il est question dans la phrase de Lénine citée plus haut ne peut être telle ou telle fraction de la bourgeoisie impérialiste mondiale, fût-elle démocratique. Il n'est d'ailleurs que de se reporter au texte dont elle est tirée — le chapitre de la Maladie infantile consacré aux « compromis » — pour voir que l'alliance avec la bourgeoisie impérialiste durant la guerre de 1914 est explicitement dénoncée parmi ce que Lénine appelle les « inadmissibles compromis de trahison, incarnant l'opportunisme » (3). Donc bas les pattes de Lénine, s'il vous plaît Messieurs !

« Indépendance nationale » pour l'Europe impérialiste ?

Mais nous n'en avons pas encore fini avec les citations à la chinoise. L'expansionnisme soviétique visant en premier lieu, selon le Renmin Ribao, les pays européens, de l'ouest comme de l'est, il s'agit de démontrer que la prochaine guerre contre la Russie sera, du côté européen, une « guerre nationale » et devra, comme telle, être appuyée par le prolétariat.

On part d'Engels qui affirmait, en 1891, que le prolétariat allemand devrait aider sa bourgeoisie à défendre « l'existence même de la nation » contre l'agression de la Russie tsariste « à condition que le gouvernement mène une guerre impitoyable par tous les moyens, y compris les moyens révolutionnaires », et on « oublie » (nous répondons avec Lénine) « le principal : en 1891, il n'y

avait pas d'impérialisme en général [...] et il n'y avait pas, il ne pouvait pas y avoir de guerre impérialiste de la part de l'Allemagne » (4). On continue en rappelant que Lénine a déclaré en 1916 que les guerres nationales n'étaient pas impossibles à l'époque de l'impérialisme, même en Europe, et on extrapole en appliquant cette possibilité de guerres nationales des « petites nations » ou « des petits Etats (disons annexés ou nationalement opprimés) contre [souligné par Lénine] les puissances impérialistes » (5) au cas d'une guerre... de grandes puissances impérialistes coalisées entre elles.

On cite une phrase de la Lettre ouverte à Boris Souvarine où Lénine écrit : « Si, dans une guerre, il s'agit de la défense de la démocratie ou de la lutte contre un joug qui oppri-

me la nation, je ne suis aucunement contre une telle guerre et je ne redoute pas le mot de « défense de la patrie » lorsqu'il a trait à ce genre de guerre ou d'insurrection » (6), et on ose mettre en parallèle cette phrase — tirée d'un texte tout entier dirigé contre la politique de « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste — en parallèle avec la politique du stalinisme face au fascisme puis à la deuxième boucherie impérialiste, lorsque le prolétariat fut, une seconde fois, appelé à l'Union sacrée par la bourgeoisie et le social-chauvinisme international, sous prétexte d'« agression » et de « défense de la démocratie » : « Dans les années trente du XX^e siècle, alors que les forces fascistes se déchaînaient dans le monde, que la menace d'une guerre d'agression s'aggravait considérablement, mais que cette guerre n'avait pas encore éclaté, l'Internationale communiste appela la classe ouvrière des différents pays à travailler à la formation d'un large front uni contre le fascisme et la guerre. Lorsque la guerre d'agression eut éclaté, la classe ouvrière des différents pays se lança activement dans la guerre antifasciste [la « petite » parenthèse 1939-41 est évidemment oubliée] pour sauvegarder l'indépendance nationale, et apporta une vaillante contribution à la victoire » (p. 62).

Mais c'est Lénine qui répond dans cette même lettre à Souvarine, quand il explique que « la patrie, la nation [et, comme on l'a vu plus haut, la démocratie] sont des catégories

historiques ». Le PCC, comme le stalinisme, comme la social-démocratie (et comme la bourgeoisie de toujours) en fait au contraire des principes éternels, valables en tous temps et en tous lieux, à défendre y compris là où elles sont devenues des catégories archi-réactionnaires. « Ainsi — se donne la peine de préciser Lénine — il serait tout à fait ridicule de ne point vouloir reconnaître la légitimité des guerres de 1793, de la France contre les monarchies réactionnaires européennes, ou les guerres garibaldiennes, etc. Il serait également ridicule de ne point vouloir reconnaître la légitimité des guerres des peuples opprimés contre leurs oppresseurs qui, à l'heure actuelle, pourraient éclater, telles que, par exemple, la révolte des Irlandais contre l'Angleterre, ou une révolte du Maroc contre la France, de l'Ukraine contre la Russie, etc. ». Voilà quelles sont les guerres « démocratiques » et « nationales », quand on utilise ces mots dans leur sens historique, et non au sens abstrait, qui pour nous n'a pas la moindre valeur !

Mais, pour les théoriciens des « trois mondes », les puissances européennes sont en train de revenir en arrière, de redécouvrir leur 1793, sous prétexte que la Russie amasse des quantités de moyens de destruction militaire aux frontières, se préparant ainsi à l'« agression » : « Comme si l'important [était] qui a attaqué le premier et non les causes de la guerre, les buts qu'elle se propose et les classes qui la mènent » (7) !

Trop de mondes pour une seule guerre

Malheureusement pour les disciples new-look de la « pensée de Mao », les « trois mondes » de la théorie ne peuvent pas donner lieu, dans la réalité, à trois blocs de guerre. S'il est vrai, comme ils l'affirment, que « la rivalité soviéto-américaine pour l'hégémonie est un produit scientifique de l'évolution historique d'après la Seconde guerre mondiale » (p. 26) et que « les deux superpuissances préparent activement, l'une comme l'autre, une nouvelle guerre dans le dessein de s'emparer de l'hégémonie mondiale » (p. 68), il faut bien admettre que, dans cette vision, le bloc anti-russe des innocents pays du « second » et du « tiers monde » devrait également inclure l'odieuse gendarmerie américaine : la fiction d'une guerre sainte contre les deux superpuissances unies ne peut évidemment tenir une seconde.

Mais les Chinois le savent. Ne décrivent-ils pas l'Union Soviétique comme « l'impérialisme le plus féroce, le plus aventureux, le plus fourbe » des deux (p. 33) ? Il ne s'agit pas ici de reconnaître ou non que l'URSS, tant parce que née, en tant qu'impérialisme, après les Etats-Unis, que du fait de son caractère d'impérialisme essentiellement militaire (vue sa relative faiblesse économique), est contrainte (ce qui est vrai dans une certaine mesure) de pratiquer une politique apparemment plus « agressive » et de viser à un autre partage du monde et des sphères d'influence. Il ne s'agit pas non plus de reconnaître ou non le fait (vrai lui aussi dans une certaine mesure) que l'impérialisme américain, tout en restant loin devant tous les autres, se trouve dans une phase d'affaiblissement relatif par rapport à de nouveaux concurrents. Il s'agit tout simplement de revendiquer ouvertement l'appartenance à un bloc impérialiste plutôt qu'à un autre.

Ce n'est pas que la division de la planète en trois mondes et l'appel démagogique à la lutte contre les deux superpuissances, donc également contre les Etats-Unis, soit purement arbitraire. Si, au moment suprême, « la logique des choses l'emporte sur toute autre logique » (8) — comme le disent nos héros en citant une formule de Staline qui pourrait bien être la devise de l'opportunisme de tous les temps —, il n'en reste pas moins, en attendant, des marges d'action autonome, des intérêts spécifiques à sauvegarder également contre l'encombrant allié de demain, des convergences à exploiter pour augmenter sa part au futur festin impérialiste.

C'est dans cette même perspective — celle de la « logique » des intérêts nationaux d'un Etat bourgeois — que s'inscrivent les récents pourparlers entre Pékin et Moscou en vue de la « normalisation de leurs relations » et les accommodants commentaires du Renmin Ribao du 9-5-79 sur la pluralité des socialismes nationaux et l'impossibilité de « qualifier ceci ou cela de « socialiste », de « révisionniste » ou de « capitaliste » au nom de principes abstraits » (cité dans Le Monde du 11 mai). Comme quoi la préparation de la « guerre mondiale inévitable » mais qu'il « est possible de retarder » (p. 71) laisse présager de nouvelles acrobaties avec la « théorie », quelle qu'elle soit.

*

La « théorie des trois mondes » n'est que l'expression des exigences bourgeoises de la politique extérieure chinoise, en particulier celles qui découlent de son antagonisme avec la Russie, dans une phase d'évolution du

contexte international où tous les marchandages en vue d'un futur conflit mondial ne sont pas encore arrivés à une solution. Quoi qu'il en soit, la Chine y a déjà trouvé sa place (9), bien qu'elle aboie encore faiblement contre l'impérialisme américain.

Du côté des partis ML prochinois, la défense d'une telle théorie sert, comme de juste, de couverture idéologique, en particulier dans les pays impérialistes du « second monde », à la défense la plus éhontée de leur « propre » impérialisme, bien illustrée, en France, par des groupes comme le PCMLF, le PCR, l'OCFML et autres. On ne peut lui répondre en ayant recours à la tradition stalinienne, comme le PTA ou le courant pro-albanais qui prétendent combattre cette théorie au nom de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien, mais revendiquent la politique de l'Internationale et de l'Etat russe dégénérés, les fronts antifascistes, les blocs de la Résistance, l'Union sacrée de la seconde boucherie impérialiste (10). Pas non plus avec le trotskysme, lui aussi compromis — bien qu'il ait tendance à l'oublier — dans la dernière croisade démocratique et patriotarde qui plonge dans le pire désarroi et les aberrations chauvines bon nombre de ses sections nationales (10).

A la « théorie des trois mondes » comme à toutes les variantes du nationalisme, qui s'efforcent d'attacher le prolétariat mondial au char de la prochaine guerre impérialiste, on ne peut répondre que par le recours à un marxisme non avili et à une tradition ininterrompue de lutte révolutionnaire. Pour notre part, nous lui répondons en appelant les prolétaires à renouer avec la lutte indépendante de classe, avec le sens de leur solidarité internationale par delà les frontières, de leur opposition frontale d'intérêts avec toutes les bourgeoisies. Pour le défaitisme révolutionnaire dans la paix comme dans la guerre, contre tous les blocs impérialistes, pour la révolution prolétarienne internationale !

(1) Lénine, Sous un pavillon étranger, Œuvres, tome 21, p. 139.

(2) Ibid., pp. 137, 139, 143, 148-149.

(3) Œuvres, tome 31, p. 65.

(4) Lettre à Inessa Armand du 25-12-1916, Œuvres, tome 35, p. 268.

(5) A propos de la brochure de Junius, Œuvres, tome 22, pp. 334-5.

(6) Œuvres, tome 23, p. 216.

(7) Ibid., p. 219.

(8) « Aujourd'hui, l'inévitabilité d'une guerre mondiale se manifeste principalement entre les Etats-Unis, pays capitaliste, et l'Union Soviétique, pays où le capitalisme a été restauré. Il apparaît donc que le principe suivant lequel la logique des choses l'emporte sur toute autre logique n'est nullement dépassé » (p. 16). L'allusion à une possible alliance de guerre avec les USA dans un sens antirusse est transparente. La phrase de Staline, de 1942, se rapportait à l'alliance entre l'URSS et le bloc anglo-américain.

(9) Ce n'est pas un hasard si l'ancien numéro un de l'OTAN, le général Haig, a pu affirmer (Corriere della Sera du 8-2-1978) : « il n'est absolument pas illogique de dire que la Chine est le 16^e membre de l'alliance » atlantique...

(10) Pour un témoignage non suspect d'anti-trotskysme voir P. Frank, La Quatrième Internationale, Maspéro, p. 45 sq.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 4 (mai 1979) de

Proletarier

- Rüstungswettlauf, Abrüstungsdebatte, « deutsche Frage » : Der deutsche Imperialismus in der Klemme des Ost-West-Konflikts.
- Nahost « Frieden » : Krieg ALLER Staaten gegen die Palästinenser.
- Der Euro-Wahlzirkus zeigt : Parlamentarismus und proletarischer Klassenkampf schliessen sich aus.
- Zum 60. Jahrestag der Gründung der Kommunistische Internationale : Für die Partei der kommunistischen Weltrevolution !
- Ein kompetenter Bourgeois äussert sich zur Frage der Bekämpfung der westdeutsche « Linken » : « Ich brauche mein Schwert nicht, wenn meine Peitsche genügt, und auch meine Peitsche nicht, wenn mein Wort genügt ».

LCR : éloges mérités

Au Congrès de Brest, Maire a « constaté, selon Le Monde du 12-5, que les militants de la Ligue communiste révolutionnaire avaient changé leur façon d'agir, qui était devenue beaucoup plus syndicale sinon moins dangereuse. Ils employaient désormais un langage commun ». Mais ce « progrès » n'est rien à côté du rôle joué par la LCR dans la chasse aux autonomes. Le Monde du 4-5-79 ne raconte que ce que tout un chacun a pu constater à la manifestation du 1^{er} mai, à savoir que « la CGT et la Ligue communiste s'étaient efforcées de maintenir l'ordre, de concert avec les CRS » et ce journal ajoute que la LCR « s'est fait, ces derniers mois, une spécialité de la lutte "anti-autonomes" ».

Tous ces éloges ne sont pas des inventions de la bourgeoisie pour déconsidérer la LCR : ils ne font que sanctionner sa politique suiviste et désormais collaborative.

Pour faire le point sur la grève des foyers de travailleurs immigrés (4)

Les problèmes d'orientation de la lutte

Nous disions dans le précédent article qu'il existe un lien entre la difficulté à trouver une méthode adéquate pour briser le mur de l'isolement mis en place par les bureaucraties syndicales, la difficulté à se donner une véritable organisation remplissant des tâches permanentes (y compris administratives et logistiques) et la conception générale de la lutte qu'a le Comité de Coordination.

Un des traits communs entre ces deux difficultés est que leur solution est liée à la nécessité du passage d'une lutte au jour le jour, conçue comme mobilisation pour une riposte ponctuelle, à une **lutte de longue haleine**, qui se donne par conséquent les moyens de réaliser, même à long terme, des objectifs de travail, d'élargissement, d'organisation, de mobilisation et d'encadrement des résidents selon une sorte de **plan systématique** à moyen et long terme.

Naturellement, ce **saut** n'est nécessaire que pour une lutte portée à une certaine température et une certaine intensité. Mais il vient un moment où il **doit être fait** pour renforcer et poursuivre la lutte, sans quoi elle risque de s'affaiblir considérablement. A notre avis ce **saut** était absolument inévitable et indispensable avec la grande offensive lancée au début de l'été 78. Il n'était pas seulement **nécessaire** : on peut penser qu'il était également **possible** parce que se manifestait alors nettement, même si ce n'était pas avec une conscience absolument explicite, le besoin de trancher les questions, de faire le bilan de l'expérience acquise et des rapports avec toutes les organisations syndicales et politiques. C'est le **sens** de notre travail de parti et de l'effort — considérable à notre échelle — que nous avons fait pour épauler cette lutte, que de l'aider à faire ce saut.

Quels sont donc les obstacles **politiques** qui ont pesé sur la lutte et la gênent pour faire ce saut ? Mais avant de répondre à cette question, une précaution : ce n'est pas un reproche que nous pouvons faire à la lutte que ne pas pouvoir surmonter par elle-même les obstacles politiques qu'elle rencontre. Répondre à cette question doit au contraire mettre en lumière les questions que le **parti** doit aider les travailleurs d'avant-garde à affronter et à trancher correctement de manière à **fortifier la lutte**, même et surtout si cela implique une bataille politique sur ce point contre certains courants à l'intérieur de la lutte immédiate elle-même.

Une première difficulté à laquelle se heurte la direction de la lutte est la compréhension de la nature des forces opportunistes, des partis fausement ouvriers, de la trajectoire de l'opportunisme, de la situation réelle de la classe ouvrière des pays impérialistes, de la profondeur de la catastrophe historique qui l'a accablée et donc de la **longueur** du chemin à parcourir pour remonter la pente, et aussi de la nécessaire lutte contre l'opportunisme politique et syndical que cela exige.

Ce problème n'est nullement particulier à la lutte des foyers et se retrouve dans **toutes les luttes** importantes aujourd'hui. C'est d'ailleurs une des difficultés qui pousse les ouvriers d'avant-garde à se donner une vision politique plus complète, mais il faut dire à ce sujet que tous les courants d'« extrême-gauche » qui se sont détachés de l'opportunisme ces dernières années ne les ont pas aidés à la résoudre. Au contraire, ils se sont cassés les dents sur ce problème, et sont tombés soit dans le suivisme le plus plat, en

particulier grâce à la souplesse de l'opportunisme autogestionnaire de la bureaucratie CFDT, soit dans un stérile antisindicalisme de principe — mettant tous une entrave à la renaissance d'organisations ouvertes de classe.

La solide prévention acquise vis-à-vis des directions de la gauche démocratique à travers la trahison hier de la lutte anticoloniale et aujourd'hui de la lutte des prolétaires immigrés n'a pas pu hélas encore se transformer en compréhension que cette trahison n'est que **l'autre face de la médaille** de la trahison des intérêts généraux de l'ensemble de la classe. Et même lorsque cette terrible réalité est subodorée, subsiste généralement dans les faits, malgré tout, l'espoir que l'aide peut venir d'une classe ouvrière ayant déjà un **minimum d'organisation** toute prête. D'où la surestimation du rôle que pouvaient jouer les partis d'extrême gauche et même les Comités de Soutien qui dans cette hypothèse auraient suffi à réveiller la solidarité. D'où surtout la profonde déception, le dépit et même la rage de certains travailleurs devant le sabotage de cette « extrême gauche » et également devant le peu de résultat des Comités de Soutien dans cette perspective fautive. D'où en même temps l'illusion de pouvoir « mettre au pied du mur » devant les travailleurs les bureaucraties syndicales qui, comme celle de la CFDT, sabotent la lutte de façon plus intelligente que la CGT, et l'extrême difficulté à couper les ponts avec toutes les organisations qui ont saboté la lutte, **même après que les faits l'ont prouvé**.

Une autre difficulté à laquelle se heurte la lutte, c'est la difficulté à dépasser la **vieille vision** de la lutte anti-impérialiste, reflet de la lutte commune avec d'autres classes contre la domination impérialiste. Cette vision, dont le poids s'explique par la contre-révolution stalinienne et la disparition du mouvement prolétarien, était déjà insuffisante, même quand elle s'étendait à la nécessaire solidarité des différentes nationalités en lutte contre le même impérialisme, condition pour que la classe ouvrière tire le maximum de profit des luttes d'indépendance. Mais cette vision devient un obstacle bien plus grave quand la classe ouvrière n'a plus rien à attendre de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie urbaine, et que la seule force possible ne peut provenir que de l'**union de ses rangs** contre toutes les bourgeoisies complices.

Il faut dire que la lutte des foyers a effectué de lumineuses avancées dans ce sens en fusionnant 24 nationalités en une lutte unique et en affirmant l'intérêt commun des prolétaires immigrés et français. Mais le fait que la discussion qui agite aujourd'hui la Coordination l'empêche d'affirmer collectivement que « la classe ouvrière est internationale » traduit bien la difficulté à passer **explicitement** sur le terrain de la lutte indépendante de classe, passage que les divers courants démocratiques qui **ne peuvent aller au-delà** de la solidarité des nations opprimées par l'impérialisme combattent de toutes leurs forces.

Ce passage serait sans aucun doute facilité par la renaissance d'organisations de classe entraînant les prolétaires français, mais en attendant, cette difficulté politique est vraisemblablement responsable en partie du fait que la Coordination n'a pas réellement cherché à mobiliser les résidents pour faire un travail systématique dans les usines et les sections syndicales auxquelles ils adhèrent, ce qui revient dans les faits à laisser le ter-

rain libre aux bonzes dans les usines et à **perpétuer, même involontairement, la division du travail absurde et néfaste entre organisations prétendant « françaises » et organisations « immigrées »**. Et ce alors même qu'à l'intérieur de l'immigration, la plupart des organisations « nationales » théorisent cette séparation que le Comité de Coordination a tenté de surmonter.

Les conséquences de l'incapacité pour la lutte à faire ce saut deviennent catastrophiques au moment où la pression sur la lutte est telle que se propage comme une traînée de poudre la **propagande défaitiste du « prenons nos valises »** qui entrave l'organisation à long terme de la lutte, et **menace** même à terme, en laissant réintroduire les différentes propagandes nationalistes jusqu'ici contenues sur ce point, de dissoudre le principal acquis de la lutte, la **fusion des intérêts ouvriers par dessus les nationalités**.

La nature même des obstacles rencontrés exige pour les surmonter une vaste oxygénation **politique** qui permette aux prolétaires de se donner l'**horizon le plus large possible**, d'affronter victorieusement non seulement le sabotage de l'opportunisme et de l'« extrême-gauche » mais également de combattre les solutions néfastes proposées dans l'immigration elle-même, comme la nécessité de la liaison avec les bureaucraties syndicales, comme la séparation entre organisations nationales, comme la division des travailleurs entre organisations « immigrées » et « françaises », comme la solidarité entre prolétaires et bourgeoisie nationale, etc.

Ainsi, si nous ne pouvons pas attendre de l'organisation immédiate qu'elle résolve par elle-même, spontanément, tous les problèmes qui lui sont posés, et qui exigent en général l'**intervention consciente du parti politique**, on doit dire que malheureusement, la lutte qui s'est affrontée à ce problème l'a résolu d'une manière incorrecte : par peur des querelles artificielles entre partis politiques qui pourraient entraver la lutte, elle a prétendu bannir les querelles politiques en général, ce qui a pour conséquence de cultiver chez les travailleurs une peur de la **politique** qui s'appuie sur la terrible expérience passée de la trahison ouverte de la lutte par tous les partis opportunistes — mais parce qu'ils sont **opportunistes**, non parce qu'ils sont des partis. Elle a cru pouvoir se barricader derrière des règles formelles interdisant la propagande des partis politiques dans les foyers. Mais ces précautions n'empêchent nullement la bourgeoisie de faire sa sale propagande par le canal de la télévision, l'opportunisme politique et syndical de déverser sa propagande servile sur les prolétaires immigrés par le canal des entreprises où ces derniers travaillent et des sections syndicales. Ces précautions n'empêchent pas non plus les courants qui œuvrent dans l'immigration de s'appuyer sur la méfiance tout à fait compréhensible des résidents envers l'opportunisme pour renforcer ces règles tout en jouant de leur influence sur certains comités de résidents pour introduire la propagande de certaines organisations, comme l'OLP, de façon tout à fait unilatérale, en réponse au besoin **naturel** d'élargir l'horizon de la lutte immédiate. Ce faisant, ces courants contribuent à enfermer les travailleurs dans la vision fautive de la lutte de la nation arabe, au détriment de la vingtaine de nationalités non arabes, et sans la prémunir contre l'opportunisme et le **démocratisme social-impérialistes** avec lesquels ils ne coupent pas les ponts (*).

L'organisation immédiate ne peut par elle-même donner une solution idéale à tous ces problèmes, mais elle peut favoriser ou entraver le processus par lequel les travailleurs combattifs, en se donnant une vision plus large de la lutte, et, tendanciellement, en se liant au **parti de classe**, apportent dans la lutte l'oxygène politique et théorique qui vient de la possibilité d'introduire dans le combat actuel les **intérêts généraux et l'avenir** du mouvement prolétarien.

La lutte généreuse des foyers est un exemple pour toute la classe ouvrière et a déjà donné une énorme contribution à la lutte prolétarienne. Mais son renforcement et sa victoire dans les terribles conditions qui lui sont faites et devant tous les moyens de répression et de mensonge utilisés par la bourgeoisie dépendent de l'aptitude du Comité de Coordination à rattraper le retard pris à tirer clairement le bilan de sa propre expérience et à trancher les questions pendantes dans un sens de classe.

C'est ce à quoi nous avons voulu contribuer pour notre part en faisant ce point, sans doute incomplet, mais avec le sentiment de l'urgence des problèmes et la conscience que de la juste résolution de ces difficultés, les questions apporteraient un immense acquis à toute la lutte prolétarienne.

(*) Voir l'article « Immigration : porter la lutte sur un terrain de classe », paru dans El Oumani n° 4.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 9
(mai 1979) de

EL PROGRAMA COMUNISTA

- Mensogna e diversivo dell'Europa unita.
- Prosegue e si intensifica all'ombra delle elezioni, l'attacco alla classe operaia.
- Le recenti parate sindacali e opportuniste.
- Alla prova di forza della democrazia deve rispondere l'organizzazione della classe operaia.
- « La democrazia non può processare le opinioni » : le deve controllare e rendere inoffensiva.
- Dall'economia capitalistica al comunismo.
- URSS : la corsa alla produttività accresce lo sfruttamento della classe operaia russa.
- Scioperi operai nella patria del « socialismo realizzato ».
- Vietnam : « Egeonismo » e riunificazione nazionale.
- Orgia democratica in Spagna.
- Per la costituzione di una opposizione di classe proletaria.
- Corrispondenza sindacale dalla Valbormida.

*

Programme communiste

*

Communist Program

*

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit le 11 juin et le 9 juillet, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 26 mai et le 2 juin, etc.

● A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h. Café Le Lutetia, rue Saint Leu.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 2 et 16 juin, etc.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30. soit le 20 mai, les 3 et 17 juin, etc.

● Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 3 et 17 juin, etc.

● A Lille : tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe (en juin, juillet et août, la permanence aura lieu tous les quinze jours, soit les 6 et 20 juin, les 4 et 18 juillet, les 1^{er}, 15 et 29 août).

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 6 et 20 mai.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 3 juin et le 1^{er} juillet.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : la permanence est suspendue de juin à août ; la reprise se fera en septembre (la permanence du 20 mai aura lieu comme d'habitude, de 11 h à 12 h au marché face à la poste).

● A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin, tous les quinze jours, soit le 27 mai, les 10 et 24 juin, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNEdirecteur-gérant
F. GAMBINIImprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Avec le « recentrage » de la CFDT

(suite de la page 2)

On se souvient même que tout ce beau monde réagit à cette campagne en dénonçant dans le syndicat « toute tendance qui soit l'émanation directe d'un parti » (LCR) et même toute « tendance organisée » (OCT et PSU) (*). Ils laissaient ainsi les mains libres à la tendance Maire, qui a d'autant moins besoin de se présenter, elle, comme tendance organisée, qu'elle tient en main l'appareil ; ils lui permettaient de renforcer encore son monopole par la mise au pas des sections et des unions locales récalcitrantes par simple décision de la confédération, la chasse aux opposants, etc. Le fameux « recentrage » n'apparaît donc pas comme un **changement de cap**, mais comme le complément normal de la politique d'« ouverture » des années précédentes. De même que l'« ouverture » était la politique nécessaire d'une bureaucratie née pour la collaboration des classes à l'heure des premières réactions politiques annonciatrices de la lutte sociale, le « recentrage » est sa politique nécessaire à l'heure de la crise, des sacrifices et de l'austérité. L'ouverture n'ayant été, en réalité, que l'ouverture du piège à « gauchistes », le « recentrage » marque sa fermeture.

La lutte de la tendance Maire (en parfaite cohérence avec sa sœur jumelle dans le PS, la tendance Rocard) contre « la soumission à

un parti politique quel qu'il soit » est des plus commodes : en se conciliant les bonnes grâces de la prétendue « extrême gauche » de type maoïste en tirant à boulets rouges sur la soumission de la CGT au PCF, et la faveur de la LCR en tapant sur le chauvinisme de ces deux mêmes organisations, elle peut tranquillement **collaborer avec le gouvernement en place**, alors même que sa jumelle politique du PS est encore officiellement dans l'opposition. En prenant ses distances formelles par rapport au PS, la direction CFDT peut l'aider, si se constitue demain un gouvernement Giscard-Rocard ou même un éventuel gouvernement de gauche, en constituant une opposition purement formelle, mais destinée à tenter de contrôler les réactions dangereuses à la **réaliste politique d'austérité**.

Assurément, ce jeu serait impossible sans la propension naturelle de l'extrême gauche à se laisser bernier par les mots et à donner dans la pratique, sous prétexte de profiter des possibilités que donnerait une prétendue « autonomie locale », des bras à la bureaucratie CFDT pour mener cette politique.

(*) Voir les articles « Séguy et Maire : "Le gauchisme, voilà l'ennemi !" » dans Le Proletaire n° 211, « La courtoisie de transmission » dans le n° 212 et « Lutte antiréformiste et démocratie ouvrière » dans le n° 214.